



PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT TUNISIE

TERMES DE REFERENCE POUR LE RECRUTEMENT D'UN(E) CONSULTANT(E) NATIONAL(E) EN PREVENTION DE L'EXTREMISME VIOLENT

I. Information sur le poste	
Titre du poste :	Expert(e) national(e) – Expert(e) d'appui au projet PEV
Unité Org. :	PNUD Tunisie
Durée :	6 mois
Type de Contrat :	IC
Lieu d'affectation :	Tunis, Tunisie
Superviseur :	Chargé de programme Etat de droit et Cohésion Sociale

II. Contexte général et justification	
La Tunisie est confrontée à une menace d'extrémisme violent, qui pose des défis pour la sécurité publique et le processus général de relance économique et le processus politique. Le pays a fait face à un certain nombre d'attaques terroristes ces dernières années, ce qui a permis d'adopter des approches de sécurité plus robustes pour aborder le phénomène. À l'extérieur du pays, des Tunisiens ont participé, aux rangs de combattants étrangers faisant partie de groupes extrémistes violents transnationaux, présents dans des zones conflictuelles, telles que la Syrie, l'Irak et la Libye, notamment l'organisation de l'Etat Islamique, mais aussi d'autres groupes, et ces derniers peuvent constituer une menace à leur retour en Tunisie. Les motivations pour ces actions et pour l'adoption par certains tunisiens d'attitudes extrémistes sont complexes. Elles comprennent des problèmes structurels tels que le manque d'opportunités socio-économiques, la marginalisation et les inégalités géographiques ainsi que les expériences individuelles et l'influence des réseaux sociaux. La complexité du phénomène est illustrée par l'absence d'une définition globalement acceptée sur l'extrémisme violent. Le Secrétaire Général de l'ONU a indiqué, en 2015, dans le « Plan d'Action pour la Prévention de l'Extrémisme Violent », que les tentatives visant à résoudre le problème de l'extrémisme violent nécessitent une approche globale, englobant non seulement les mesures antiterroristes basées sur la sécurité, mais aussi des mesures préventives systématiques qui répondent directement aux facteurs de l'extrémisme violent. Augmenter les capacités de résilience de l'Etat et de la société tunisienne à l'extrémisme violent devient ainsi l'objectif primordial et suppose donc de se focaliser sur les activités de prévention à moyen et à long terme même si des réponses sécuritaires immédiates sont nécessaires. Ceci revêt une plus grande importance si, comme indiqué par le PNUD dans son programme régional sur la prévention de l'extrémisme violent (PEV) en Afrique, on considère que la Tunisie ne constitue pas un épicode de croissance de l'extrémisme violent mais plutôt un « <i>spill-over country</i> » qui souffre de l'enracinement des groupes djihadistes dans la Libye voisine. La Stratégie nationale de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme (SNLCET), adoptée fin 2016, intègre la prévention parmi ses quatre piliers (les trois autres étant la protection, la poursuite et la réponse). De même pour la Commission Nationale de lutte contre le terrorisme (CNLCT), créée en mars 2016, sous l'égide du Chef de Gouvernement en vertu de la loi organique n°2015-26 du 7 août 2015 relative à la Lutte contre le Terrorisme et le Blanchiment d'Argent. La CNLCT est appelée à jouer le rôle d'un organe consultatif chargé de la coordination entre les organes gouvernementaux pour les questions de PEV et de la lutte contre le terrorisme. Le rôle de consultation et de coordination de la CNLCT, avec sa composition regroupant 14 ministères et différents experts s'avère ainsi indispensable. Dans le cadre d'une initiative de l'Equipe-Pays des Nations Unies en Tunisie (EPNU), le PNUD a appuyé un atelier regroupant la CNLCT et des agences des Nations Unies, début décembre 2016, pour examiner les besoins de la CNLCT et les possibilités d'appui des Nations Unies. Certains défis liés à la fois à la capacité organisationnelle de la CNLCT ainsi qu'à son expertise technique dans la PEV ont été identifiés lors de cet atelier. Les besoins d'intervention pour prévenir l'extrémisme violent peuvent différer d'une région à l'autre ou d'une municipalité à l'autre, qui sont considérés et qui regroupent à la fois comme des facteurs individuels, groupés,	

communautaires, institutionnels et transnationaux (soit au niveau régional ou mondial). La campagne mondiale et nationale pour s'attaquer aux causes profondes et aux facteurs sociétaux qui nourrissent le fléau de l'extrémisme violent a apporté un nouveau paradigme dans les approches d'un phénomène qui était précédemment associé à un programme de sécurité. Les institutions ont aujourd'hui la possibilité de renforcer la coopération avec les acteurs du secteur de développement et de la société civile et de faire un travail de recherche dans l'analyse, la planification et la conception des interventions afin d'appuyer leur mise en œuvre.

Dans ce contexte, le projet « Prévenir l'extrémisme violent en Tunisie à travers des approches de développement basées sur les droits humains », souhaite recruter un consultant national pour appuyer la mise en œuvre des activités.

III. Objectifs général et tâches à effectuer

Objectif Général :

La mission définie par les présents termes de référence vise à appuyer la mise en œuvre des activités du projet « Prévenir l'extrémisme violent en Tunisie à travers des approches de développement basées sur les droits de l'homme ».

Tâches à effectuer :

Pour l'accomplissement de la mission l'expert(e) devra assurer les tâches suivantes :

- Fournir une expertise substantive et apporter un appui technique en matière de prévention de l'extrémisme violent au PNUD, à la Commission Nationale de Lutte Contre le Terrorisme (CNLCT), au Secrétariat Permanent, aux autorités locales associées et aux organisations de la société civile actives sur cette thématique ;
- Appuyer la mise en œuvre des activités du projet d'appui de la Prévention de l'Extrémisme violent conformément au plan de travail annuel (appui à la planification, appui technique, appui logistique, communication, mise en place d'une plateforme tripartite), aussi bien au niveau global que local ;
- Appuyer le suivi des consultants nationaux et internationaux impliqués dans les activités du projet ;
- Appuyer la coordination avec les partenaires internationaux qui appuient le projet PEV,
- Produire des termes de référence et notes conceptuelles des activités programmées ;
- Appuyer la préparation des rapports trimestriels et annuel de mise en œuvre du projet (état d'avancement, défis, opportunités, recommandations)
- Toute autre tâche demandée par le superviseur au niveau du projet et en relation avec le projet.

IV. Résultats et livrables attendus

Résultats attendus :

- Le projet « Prévenir l'extrémisme violent en Tunisie à travers des approches de développement basées sur les droits humains » est mis en œuvre en conformité au document de projet et au plan de travail annuel et les rapports d'avancement du projet sont rédigés ;

Livrables :

Au terme de chaque mois de travail, l'expert produira une note résumant ses interventions en appui à la mise en œuvre du projet.

Les documents seront rédigés en français et soumis par e-mail sous format Word au Chargé de programme Etat de droit et Cohésion Sociale.

Tableau récapitulatif des produits attendus :

Produits attendus	Durée de réalisation	Validation
Rapport d'activités en appui à la mise en œuvre du projet.	Mensuel (durant 6mois)	Chargé de programme Etat de droit et Cohésion sociale
Rapport trimestriel de progrès du projet	Trimestriel	Chargé de programme Etat de droit et Cohésion sociale

VI. Compétences							
Compétences liées aux Nations Unies - Démonstre son intégrité par le respect des valeurs et de l'éthique des Nations Unies ; - Promeut la vision, la mission et les buts stratégiques des Nations Unies ; - Respecte les différences culturelles, de genre, de religion, de race, d'âge et de nationalité. Compétences liées au contrat : - Une expérience avec le système des Nations Unies, en particulier le PNUD, et une bonne connaissance de son mandat est un atout ; - Capacité avérée à appliquer les bonnes pratiques et à prodiguer des conseils analytiques ; - Démonstre de très bonnes capacités de communication tant écrites qu'orales y compris capacité à préparer des rapports de qualité.							
VII. Qualifications requises							
Education :	Minimum un Master en droit, sciences politiques, criminologie, science sociale, géopolitique ou domaine associé						
Expérience :	• Au minimum 5 ans d'expérience acquise dans une structure nationale ou internationale de prévention du crime/de l'extrémisme violent ou de lutte contre la violence/criminalité/extrémisme violent. • Une expérience avérée en gestion de projet, en particulier dans les domaines liés à la violence et/ou à l'extrémisme violent. • Une expérience antérieure avec le PNUD ou une autre agence du Système des Nations Unies est souhaitée.						
Connaissance linguistique :	Excellente maîtrise de l'arabe et du français. La bonne maîtrise de l'anglais serait un atout.						
Informatique :	Bonne connaissance des outils informatiques (Word, Excel, Power Point, Email sous environnement Microsoft)						
VIII. Contenu et évaluation des offres							
a. Contenu des offres : Les consultants individuels ayant les qualifications requises décrites au paragraphe précédent, peuvent postuler pour la présente consultation. Le dossier de candidature, devrait comprendre obligatoirement les pièces ci-dessous listées : Offre technique : • Un CV mis à jour signé par le/a consultant/e incluant les expériences/références dans le domaine pertinent à la présente mission avec contacts de trois (03) références à l'appui (noms, adresse email et N° de téléphone) ; • Une note méthodologique ne dépassant pas cinq (05) pages sur l'approche à adopter pour la mise en œuvre de la mission ; Offre financière : Elle doit être détaillée selon le tableau suivant : <table border="1"> <tr> <th>Eléments</th><th>Montant en TND</th></tr> <tr> <td>Taux d'honoraires mensuels</td><td></td></tr> <tr> <td>Total pour une durée de six (06) mois</td><td></td></tr> </table>		Eléments	Montant en TND	Taux d'honoraires mensuels		Total pour une durée de six (06) mois	
Eléments	Montant en TND						
Taux d'honoraires mensuels							
Total pour une durée de six (06) mois							
b. Evaluation des offres Le processus d'évaluation et de sélection comporte 3 étapes : - Evaluation technique selon les compétences requises sur la base du curriculum vitae, de la note méthodologique et de l'entretien : 70 % de la note globale. - Evaluation financière en se basant sur l'offre financière fournie par le/la candidat(e) : 30% de la note globale. Seules les candidatures ayant été retenues lors de l'évaluation techniques verront leurs offres financières examinées.							

A. Evaluation technique
A.1 Evaluation préliminaire

Les candidatures reçues seront évaluées par un panel de sélection comme défini ci-dessous :

Grille d'évaluation techniques de la candidature			Max pts
1	Minimum un Master en droit, sciences politiques, criminologie, science sociale, géopolitique ou domaine associé Master 10 pts Doctorat 20 pts		20 pt
2	Au minimum 5 ans d'expérience acquise dans une structure nationale ou internationale de prévention du crime/de l'extrémisme violent ou de lutte contre la violence/criminalité/extrémisme violent. 5 ans d'expérience 10 pts 6 ans d'expérience 15 pts 7 ans et plus 20 pts		20 pts
3	Note méthodologique : Appréciation de la note méthodologique		20 pts
	Les aspects importants de la tâche à accomplir ont-ils été traités de manière suffisamment détaillée selon les orientations des TDR	10 pts	
	La présentation est-elle claire et le déroulement des activités et la planification sont-ils logiques, réalistes et garantissent-ils une réalisation efficace du projet	10 pts	
4	Entretien Oral		40 pts
5	Total Max		100 pts

A.2. Entretien oral

Seuls les candidat(e)s ayant obtenu au moins 40/60 points de la note préliminaire (critère 1 + 2 +3) passeront l'entretien oral.

L'entretien oral sera évalué sur 40 pts.

B. Evaluation financière

Seules les propositions financières des candidatures retenues suite à l'évaluation technique avec un minimum de 70/100 points seront examinées.

IX. Modalité de soumission

Les candidat(e)s intéressé(e)s doivent obligatoirement soumettre les documents/informations suivants démontrant leurs qualifications : CV détaillé, la note méthodologique de la mission et l'offre financière.

Les candidatures peuvent être envoyées par :

- Email à l'adresse suivante : procurement.tn@undp.org

- Poste au bureau du PNUD à Tunis, A l'attention de Monsieur le Représentant Résident du PNUD en Tunisie, « 41 bis impasse Louis Braille – Avenue Louis Braille – Cité El Khadra – 1003 Tunis, Tunisie » avec la mention suivante : « NE PAS OUVRIR – Recrutement IC- Expert(e) en Prévention de l'extrémisme violent / Projet « Prévenir l'extrémisme violent en Tunisie à travers des approches de développement basées sur les droits de l'homme ».

Le dernier délai pour l'envoi des candidatures est 18 Septembre 2018 à 17h00.

X. Lieu et durée

La mission durera 6 mois et sera basée au bureau de pays du PNUD (avenue Louis Braille) à Tunis, avec possibilité de déplacements dans les autres régions.

XI. Modalités de paiement

Le paiement se fera sur la base d'un rapport d'activité mensuel élaboré par le/a consultant/e et validé par le Chargé de programme Etat de droit et Cohésion Sociale.

Le projet prendra en charge les dépenses relatives aux missions sur le terrain.